

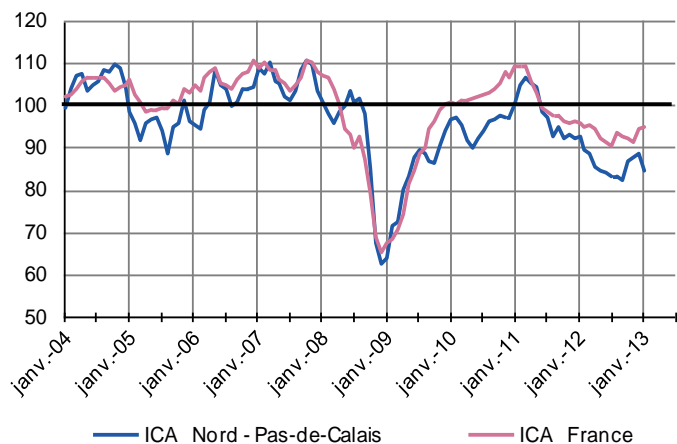
## Contexte conjoncturel

### Indicateur du Climat des Affaires

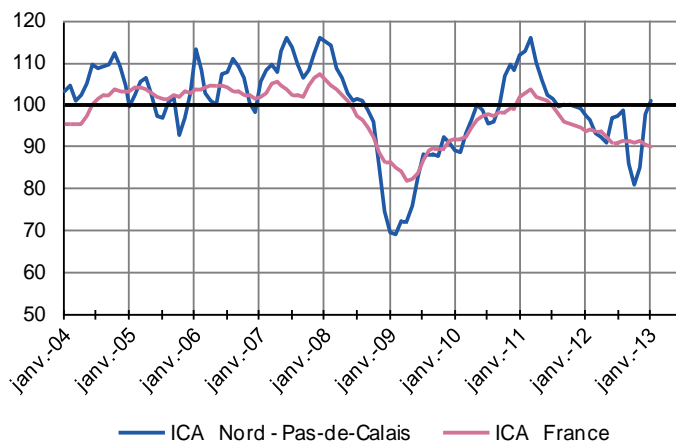
Un indicateur du climat des affaires permet une lecture rapide et simplifiée de la situation conjoncturelle. Il résume par une variable synthétique l'évolution des soldes d'opinion qui présentent des évolutions similaires dans le temps. En hausse, il traduit une amélioration du climat conjoncturel ; en baisse, sa dégradation.

100 = moyenne de longue période

#### Industrie



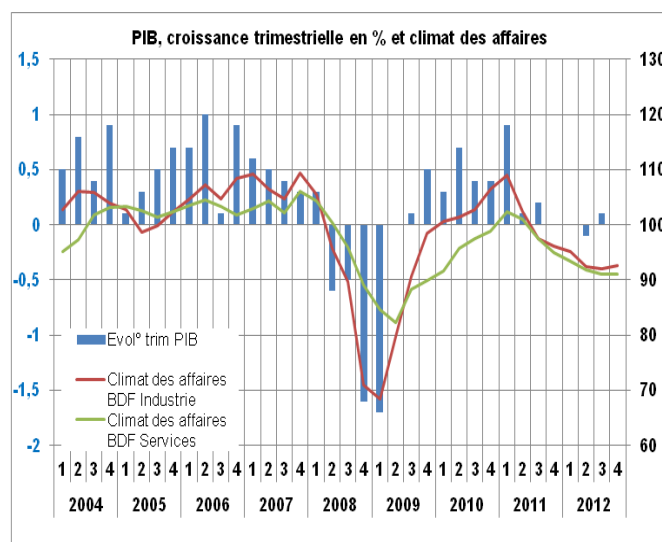
#### Services marchands



## Contexte national

Après le retournement du deuxième trimestre 2011, le climat des affaires s'est dégradé en liaison avec une forte réduction de la visibilité. Il a atteint un palier à partir de la mi-2012, en-deçà de son niveau de croissance moyenne. En France comme en Zone Euro, ce ralentissement économique est la conséquence pour l'économie réelle, de la résurgence de la défiance générée par la crise de la dette souveraine et son impact potentiel sur la solvabilité des banques.

Ainsi, en 2012, **le PIB s'est à peine stabilisé** (+ 0,1 %), après une croissance de 1,7 % en 2011. L'interruption de la croissance au deuxième trimestre a généré un fléchissement de la demande de crédit de la part des entreprises et des ménages en dépit d'une stabilisation des conditions d'octroi. La contribution de la demande intérieure hors stocks à la croissance du PIB aurait atteint 0,4 point en 2012 après 0,9 en 2011. Les dépenses de consommation des ménages se sont juste maintenues (après une croissance modeste de + 0,2 % en 2011), malgré une contraction du pouvoir d'achat disponible brut de 0,2 point (après + 0,5 en 2011), du fait d'une légère inflexion du taux d'épargne financière. L'investissement des entreprises s'est contracté de 0,2 point en 2012, après une accélération de 5,1 % en 2011. Les investissements des ménages ont ralenti leur progression (+ 0,6 %) après une année 2011 en hausse (+ 3,2 %). La formation des stocks a apporté une contribution négative de - 0,9 point à la croissance du PIB en 2012, ce qui a occulté la contribution positive des échanges extérieurs (+ 0,6 point) après une contribution quasi-nulle de ceux-ci en 2011. Sur les 11 premiers mois de 2012, **le solde des échanges extérieurs de marchandises s'est amélioré d'environ 4 milliards d'euros en raison surtout de la progression des exportations** en particulier dans le secteur aéronautique, malgré un contexte de ralentissement du commerce international.

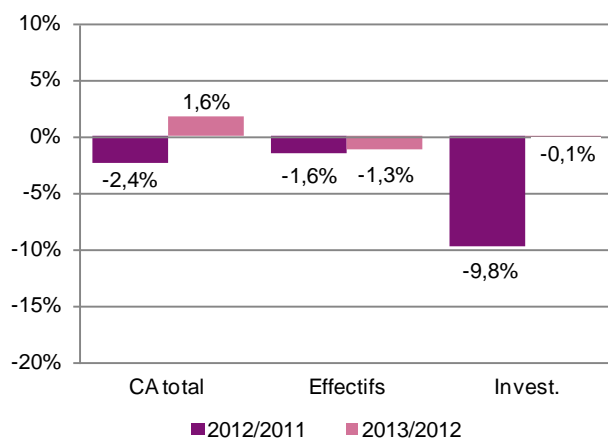


**L'emploi** s'est contracté en lien avec le ralentissement de l'activité qui a induit une contraction significative du recours à l'intérim ; le taux de chômage s'est inscrit à 9,9 % en fin d'année 2012.

**Les prix à la consommation** ont progressé de + 1,5 % en glissement annuel en décembre 2012 (indice des prix harmonisés) après + 2,7 % en décembre 2011 : la hausse des prix est principalement imputable à l'impact du renchérissement des produits alimentaires et de l'énergie.

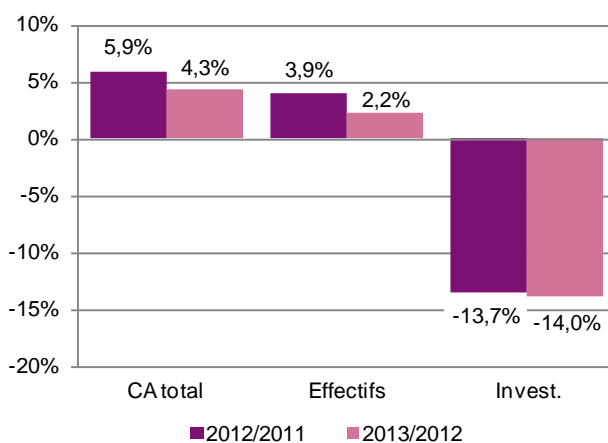
**Industrie**

(Variation pondérée\* en %)



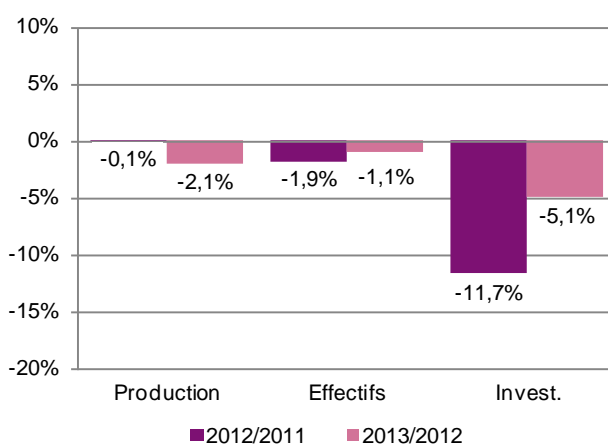
**Services Marchands**

(Variation pondérée\* en %)



**Bâtiment – Travaux publics**

(Variation pondérée\* en %)

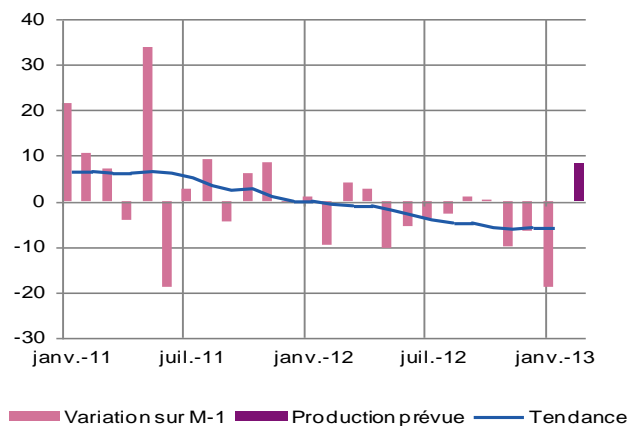


\* variation pondérée par les effectifs Pôle Emploi 2010

## Rappel du contexte conjoncturel régional 2011 et 2012

### Production passée et prévisions

(Soldes d'opinions CVS)



L'année 2011 avait été caractérisée par une hausse régulière de l'activité jusqu'au mois de juin. Dès cette période, la progression s'était poursuivie mais sur un rythme beaucoup plus faible. Le ralentissement économique était en cours.

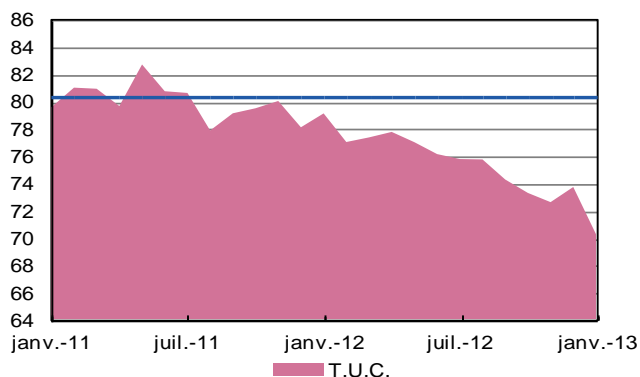
Au début de l'année 2012, l'opinion des chefs d'entreprise sur l'activité passée confirmait cette évolution défavorable. Cette tendance négative s'est maintenue tout au long de l'année.

Dès la fin du premier trimestre, les anticipations d'activité devenaient elles-mêmes défavorables pour les industriels, renforçant le caractère préoccupant de la situation économique régionale.

Depuis le mois d'octobre, les prévisions formulées par les entreprises lors de nos enquêtes mensuelles apparaissent un peu moins pessimistes pour l'industrie régionale.

### Utilisation des capacités de production

(en pourcentage)

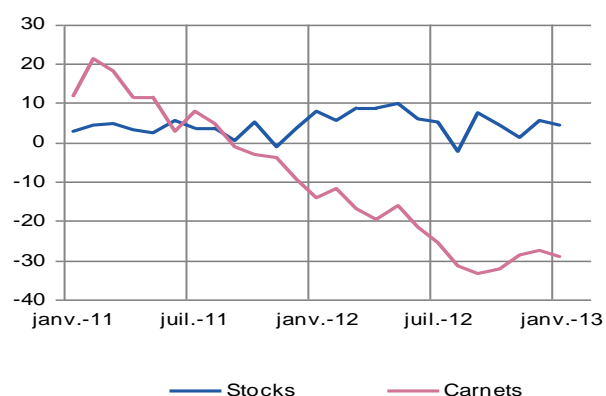


Toutefois, le taux d'utilisation des capacités de production se situe nettement en-dessous de sa moyenne de longue période.

Cette situation, qui se conjugue dans la durée avec la faible visibilité sur l'orientation des marchés, pèse lourdement sur les projets d'investissement des entreprises.

### Situation des carnets et des stocks de produits finis

(Soldes d'opinions CVS)



Selon les chefs d'entreprise interrogés, la situation des carnets de commandes apparaît particulièrement dégradée.

Dès le mois de septembre 2011, ils étaient jugés légèrement insuffisants.

Tout au long de l'année 2012, la demande globale n'a cessé de se contracter, affectant mois après mois la situation des plans de charge. Le climat des affaires continuait ainsi à se détériorer régulièrement.

La demande, appréciée par les chefs d'entreprise, manque toujours de vigueur malgré une relative amélioration sur la période récente. De même, la perception des industriels sur leurs carnets d'ordres demeure négative, le solde d'opinions se montrant plus stable lors de nos dernières enquêtes.

## Bilan 2012/2011

	Nombre de réponses	2011	2012	Variation brute 2012/2011	Variation pondérée*
Effectifs totaux .....	<b>829</b>	<b>127 659</b>	<b>125 055</b>	- 2,0 %	- 1,6 %
dont intérimaires .....	<b>736</b>	<b>10 674</b>	<b>8 865</b>	- 16,9 %	- 15,3 %
CA total.....(M€)	<b>828</b>	<b>45 820,1</b>	<b>44 365,7</b>	- 3,2 %	- 2,4 %
dont marché intérieur.....(M€)		<b>29 266,2</b>	<b>28 283,7</b>	- 3,4 %	
dont export.....(M€)	<b>779</b>	<b>16 553,9</b>	<b>16 082,0</b>	- 2,9 %	- 2,1 %
Investissements totaux .....	<b>806</b>	<b>1 114,9</b>	<b>1 069,2</b>	- 4,1 %	- 9,8 %

\* Variation pondérée par les effectifs Pôle Emploi 2010

829 entreprises industrielles représentant 127 659 salariés ont participé à l'enquête menée en janvier. Le taux de couverture se situe à 66,2 % des effectifs salariés recensés par pôle emploi au 31 décembre 2010.

Les informations collectées font apparaître les principaux constats suivants pour l'année 2012.

La baisse des **effectifs** s'est accentuée. La tendance, anticipée l'an dernier par les chefs d'entreprise (- 0,9 %), s'est confirmée (- 1,6 %). Cela représente un peu plus de 2 600 emplois perdus dans les entreprises interrogées. Dans le même temps, l'emploi intérimaire recule de 15,3 %, soit 1 800 postes supprimés.

Le **chiffre d'affaires** de l'industrie régionale baisse de 2,4 %, en retrait par rapport à la stabilité anticipée un an plus tôt (+ 0,1 %). A cette période, l'appréciation sur la situation économique d'ensemble restait incertaine : la situation des carnets de commandes était jugée faible mais les anticipations d'activité demeuraient légèrement favorables. La contraction lente et régulière de la demande au cours de l'année 2012 a contrarié ce pronostic.

Dans notre échantillon, les **exportations** représentent près de 36 % de l'activité des entreprises. Sur les marchés étrangers, la tendance est similaire avec un chiffre d'affaires en recul de 2,1 %, malgré la progression à l'exportation des industries agro-alimentaires (+ 3,1 %) et de la fabrication des matériels de transport (+ 11,2%). La baisse des ventes est enregistrée dans les équipements électriques (- 12,9 %) et les autres produits industriels (- 2,3 %).

Ces tendances s'inscrivent dans un contexte de hausse modérée des prix à la production. Ainsi, selon l'INSEE, la progression des **prix** à la production sur l'ensemble des marchés se limite à 1,3 %. Ce sont les prix des denrées alimentaires qui ont le plus augmenté en un an (+ 3,9 %).

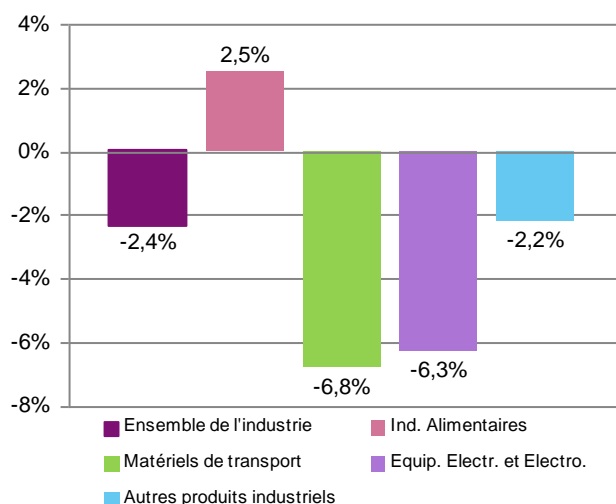
Le taux d'utilisation des capacités de production, nettement plus faible que sa moyenne de longue période, et des plans de charge particulièrement dégradés, ont conduit les industriels à revoir à la baisse leurs **investissements** (- 9,8 %) alors qu'ils envisageaient une légère reprise en début d'année.

Les entreprises industrielles régionales ayant participé à l'enquête ont tout de même investi un peu plus d'un milliard d'euros en 2012.

**Bilan 2012/2011 – Le chiffre d'affaires**

**Évolution du chiffre d'affaires total**

(Variation pondérée\* en %)



Le chiffre d'affaires de l'industrie régionale fléchit de 2,4 %, notamment en raison de la baisse observée dans la fabrication des autres produits industriels (- 2,2 %), prépondérante en région.

Dans les autres secteurs, les évolutions 2012/2011 sont pour la plupart négatives : - 6,3 % dans les équipements électriques, - 6,8 % dans la fabrication de matériels de transport.

Seul secteur préservé en 2012, les industries agro-alimentaires qui affichent une hausse de 2,5 %, avec une composante prix significative.

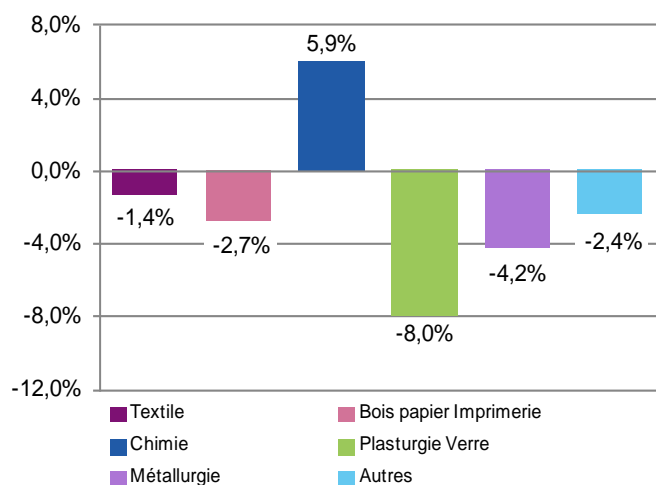
Les industries extractives, le traitement des déchets et la dépollution évoluent favorablement par rapport à l'industrie manufacturière avec une hausse d'activité de 5,3 %.

Le constat à l'exportation est assez similaire dans les différents compartiments d'activité, excepté dans la fabrication de matériels de transport dont le chiffre d'affaires export progresse de 11,2 %, notamment en raison de la performance du secteur ferroviaire.

\* Variation pondérée par les effectifs Pôle emploi 2010

**Évolution du chiffre d'affaires dans les principales branches des Autres Produits Industriels**

(Variation pondérée\* en %)



Secteur dominant de l'économie régionale, la fabrication des autres produits industriels pèse 58 % des emplois industriels du Nord-Pas-de-Calais.

Ce compartiment, en recul global de 2,2 % sur l'année 2012, présente des contrastes forts selon les branches.

Alors que les produits en caoutchouc, plastiques, verre et autres affichent le recul le plus important (- 8,0 %), la métallurgie a également souffert d'un repli marqué (- 4,2 %). Dans les autres branches, la contraction est un peu plus modérée ; ainsi les produits du textile habillement sont en baisse de 1,4 %, l'industrie du bois papier imprimerie fléchit de 2,7 % et les autres industries manufacturières de 2,4 %.

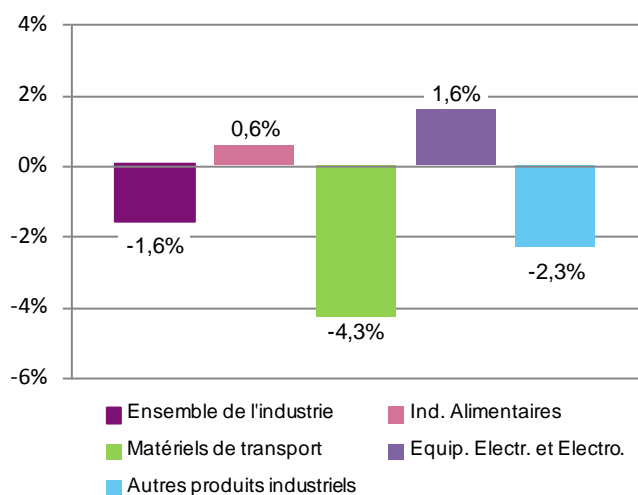
Deux branches affichent des évolutions en hausse : l'industrie chimique avec 5,9 % de croissance, la plus belle performance revenant à l'industrie pharmaceutique avec 10,1 %.

\* Variation pondérée par les effectifs Pôle emploi 2010

**Bilan 2012/2011 – Les effectifs moyens**

**Évolution des effectifs**

(Variation pondérée\* en %)



La baisse de l'activité industrielle se traduit par un recul des effectifs (-1,6 %), plus marqué que la prévision des chefs d'entreprise formulée en janvier 2012 (-0,9 %).

Ainsi, le plus fort recul est affiché par l'industrie des transports à -4,3 %. L'emploi dans le secteur prédominant des autres produits industriels se contracte de 2,3 %. Seuls les segments de l'industrie pharmaceutique (+7,9 %) et, dans une moindre mesure, de l'industrie du bois-papier (+0,4 %) renforcent leurs effectifs.

Dans les industries agro-alimentaires, la hausse est d'ampleur modérée (0,6 %) et plus nette dans les équipements électriques et électroniques à +1,6 %.

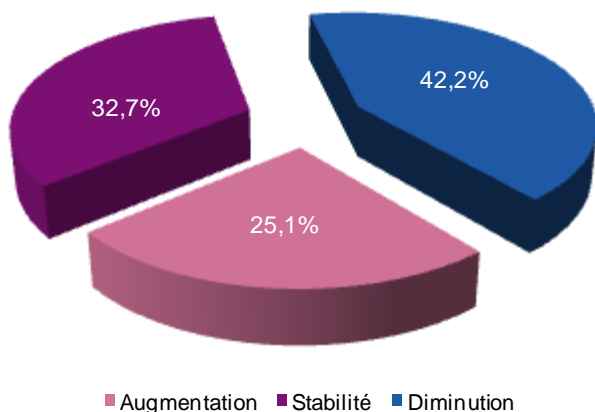
L'effectif des industries extractives est en progression de 5,8 %, dans un volume contenu d'un peu moins de 2 600 personnes.

\* Variation pondérée par les effectifs Pôle emploi 2010

**Bilan 2012/2011 – La rentabilité**

**Rentabilité dans l'industrie**

(Soldes d'opinions bruts en %)



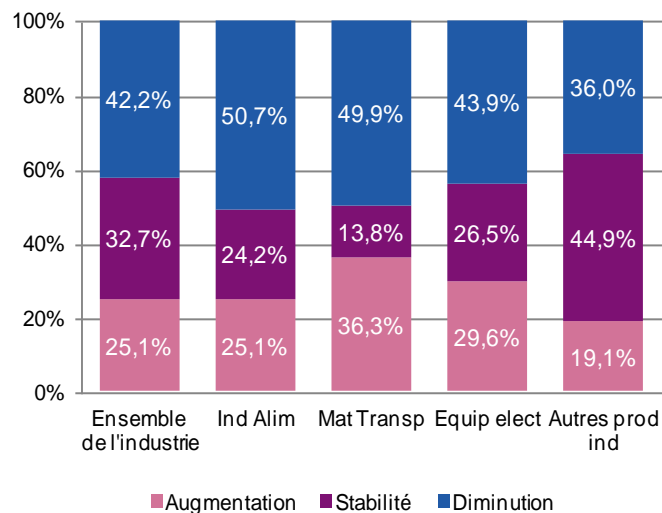
En 2012, 42 % des entreprises industrielles considèrent que la rentabilité d'exploitation s'est réduite.

25 % des entreprises seulement font état d'une augmentation de la rentabilité.

Le solde d'opinions, négatif de 17 points, opposé aux prévisions formulées l'an dernier, souligne la dégradation des performances dans un contexte de baisse d'activité.

**Évolution de la rentabilité par secteur**

(Soldes bruts en %)



L'analyse sectorielle de la rentabilité est conforme à l'analyse globale.

Tous les secteurs affichent des soldes d'opinions négatifs.

L'appréciation la plus défavorable se situe dans les industries agro-alimentaires où plus d'une entreprise sur deux considère que sa rentabilité d'exploitation s'est dégradée en 2012.

Dans la fabrication de matériels de transport aussi, une entreprise sur deux évoque une diminution de la rentabilité mais les appréciations positives sont relativement plus importantes (36 %), en raison de la présence des entreprises ferroviaires.

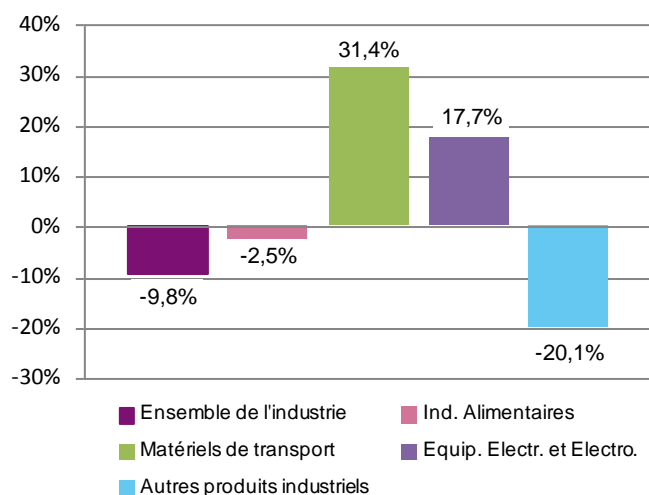
Dans la fabrication des autres produits industriels, une détérioration des résultats est signalée, 45 % des entreprises pronostiquant une stabilité de la rentabilité.

Dans les équipements électriques et électroniques, le solde d'opinions est défavorable de 14 points.

**Bilan 2012/2011 – Les investissements**

**Évolution des investissements**

(Variation pondérée\* en %)



Contrairement aux prévisions formulées un an auparavant (+ 3,7 %), les investissements industriels régionaux reculent de 9,8 %.

Les investissements industriels des entreprises interrogées représentent 1 069 M€, pour 1 118 M€ projetés début 2012.

La tendance est avant tout le reflet de l'évolution de l'investissement dans la fabrication des autres produits industriels, compartiment dont la baisse atteint 20,1 %.

Seule l'industrie chimique affiche des investissements en hausse de 22,5 %. Le textile habillement est en recul de plus de 66 %, l'industrie pharmaceutique de près de 45 %, le caoutchouc, plastiques, verre et autres de 22 %, la métallurgie de 26 % et les autres industries manufacturières de 27 %.

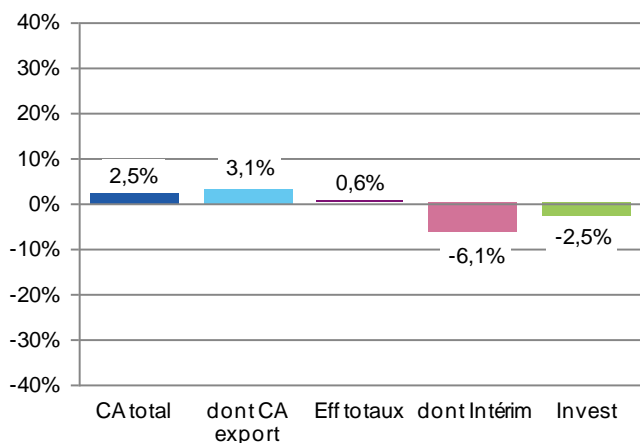
Les investissements dans les industries agro-alimentaires sont en baisse de 2,5 %. La fabrication de matériels de transport et les composants électriques et électroniques sont les secteurs les plus dynamiques, respectivement en hausse de 31,4 % et 17,7 %.

\* Variation pondérée par les effectifs Pôle emploi 2010

**Tableaux synthétiques sectoriels 2012/2011**

**Industries agricoles et alimentaires**

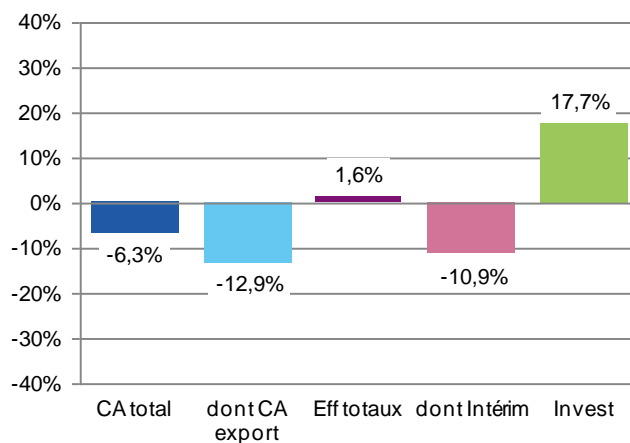
(Variation pondérée\* en %)



\* Variation pondérée par les effectifs Pôle emploi 2010

**Équip. Électriques et électroniques, autres machines**

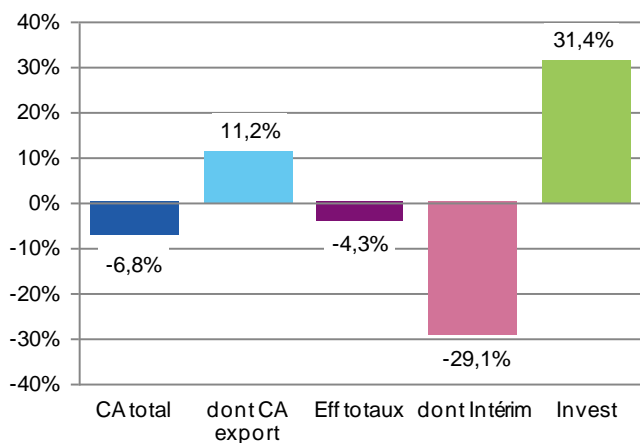
(Variation pondérée\* en %)



\* Variation pondérée par les effectifs Pôle emploi 2010

**Fabrication de matériels de transport**

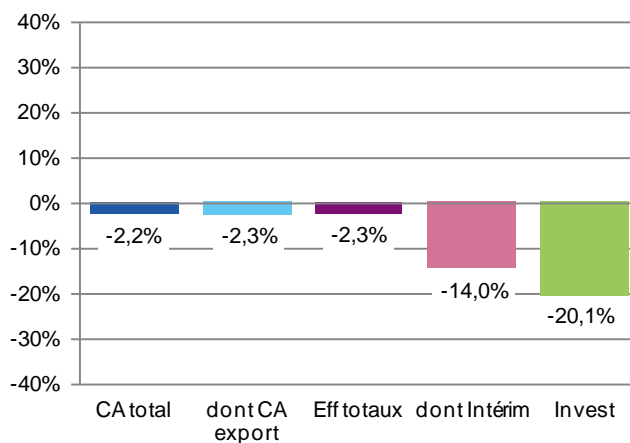
(Variation pondérée\* en %)



\* Variation pondérée par les effectifs Pôle emploi 2010

**Fabrication d'autres produits industriels**

(Variation pondérée\* en %)



\* Variation pondérée par les effectifs Pôle emploi 2010



**Prévisions 2013**

	Nombre de réponses	Prévision de variation pondérée* 2013/2012
Effectifs.....	<b>812</b>	<b>- 1,3 %</b>
dont intérimaires .....	<b>721</b>	<b>- 18,4 %</b>
Chiffre d'affaires .....	<b>809</b>	<b>+ 1,6 %</b>
dont export.....	<b>757</b>	<b>+ 2,2 %</b>
Investissements totaux .....	<b>775</b>	<b>- 0,1 %</b>

\* Variation pondérée par les effectifs Pôle Emploi 2010

Pour 2013, les industriels régionaux ayant participé à l'enquête envisagent une croissance très modeste de leur activité. La hausse des chiffres d'affaires pourrait atteindre 1,6 % dont une partie résulterait des ventes à l'exportation qui progresseraient à + 2,2 %.

La meilleure performance attendue proviendrait des industries agro-alimentaires avec 4 % de croissance.

La fabrication de matériels de transport pourrait résister puisqu'une relative stabilité semble anticipée avec un chiffre d'affaires en hausse de 0,7 %. Cette tendance est portée par l'industrie des autres matériels de transport (+ 3,8 %) alors que l'industrie automobile se stabilise (+ 0,2 %).

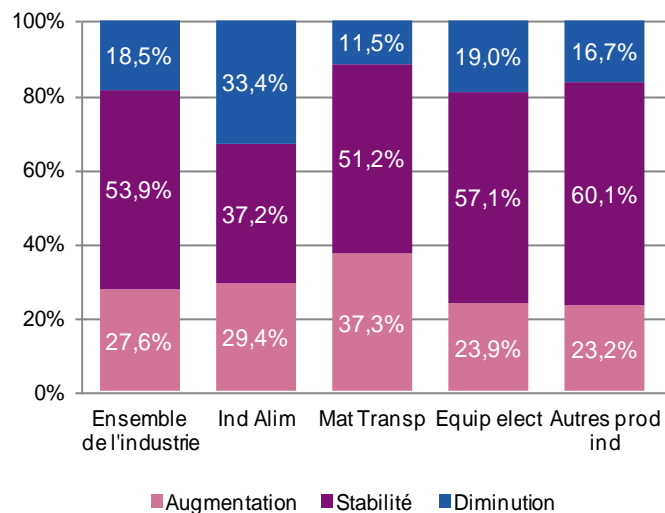
La fabrication de composants électriques et électroniques pourrait progresser de 1,5 % et la fabrication des autres produits industriels dont le poids économique est important dans la région affiche une perspective en progrès de 1,3 %.

En dépit de cette projection relativement favorable au niveau de l'activité, les chefs d'entreprise pourraient réduire leurs effectifs d'un peu plus de 1 %, notamment par un moindre recours, cette année encore, au personnel intérimaire (- 18,4 %).

Pour 2013, le volume d'investissement devrait se stabiliser (- 0,1 %). Il s'agit d'une résultante d'évolutions sectorielles particulièrement contrastées : - 26,2 % dans les composants électriques et électroniques, - 11,3 % dans les autres produits industriels, + 8,8 % dans la fabrication de matériels de transport et + 28,5 % dans les industries agro-alimentaires.

**Évolution de la rentabilité par secteur**

(Soldes bruts en %)



Les industriels régionaux qui annoncent une stabilité de la rentabilité sont les plus nombreux (54 %), le solde d'opinions ressortant positif de 9 points.

Observées par secteurs d'activité, les perspectives de rentabilité se redressent légèrement.

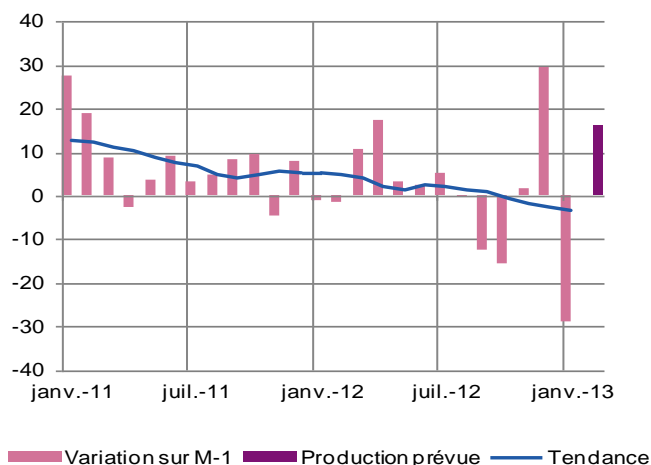
Dans les industries agro-alimentaires, les opinions sont particulièrement partagées mais la tendance globale semble plutôt négative.

Dans la fabrication de matériels de transport, la rentabilité devrait progresser mais plus d'une entreprise sur deux envisage la stabilité. La tendance est davantage tirée par les autres matériels de transport que par l'automobile.

## Rappel du contexte conjoncturel régional 2011 et 2012

### Activité passée et prévisions services marchands

(Soldes d'opinions CVS)



Avertissement : l'enquête est ciblée sur les services aux entreprises notamment le transport, l'informatique, le conseil pour les affaires, l'ingénierie, la publicité, le travail temporaire et le nettoyage.

Alors que le climat des affaires se dégradait de mois en mois depuis le début de l'année 2011, l'activité est restée relativement bien orientée l'an dernier jusqu'à la fin de l'été. L'ensemble des secteurs des services marchands ont ensuite enregistré une sensible dégradation des affaires.

## Bilan 2012/2011

	Nombre de réponses	2011	2012	Variation pondérée*
Effectifs totaux .....	540	26 087	26 763	+ 3,9 %
dont intérimaires .....	457	704	574	- 16,6 %
CA total..... (M€)	540	3 380,3	3 548,7	+ 5,9 %
dont export.....	478	469,4	504,4	+ 10,8 %
Investissements totaux ..... (M€)	499	283,7	256,1	- 13,7 %

\* Variation pondérée par les effectifs Pôle Emploi 2010

540 entreprises de services représentant un total de 26 087 salariés ont participé à l'enquête. Rapporté aux effectifs pôle emploi au 31 décembre 2010, cet échantillon représente 31,9 % de l'ensemble.

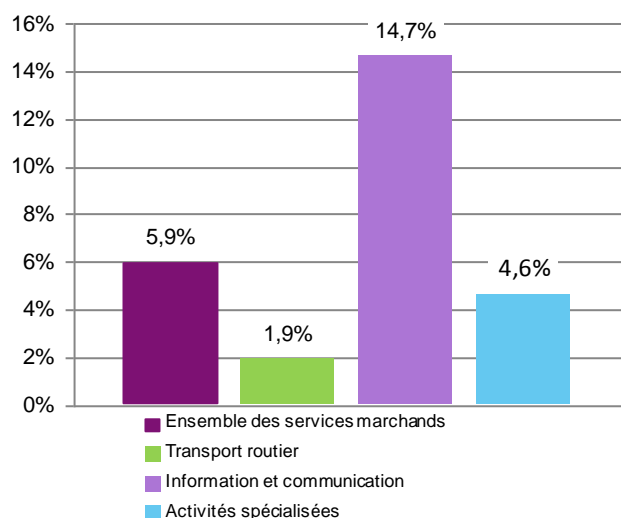
En 2012, les entreprises ont augmenté leurs effectifs de 3,9 % et le recours aux intérimaires a fortement baissé ; mais dans les sociétés de service aux entreprises ayant répondu, ils sont peu nombreux.

Les entreprises régionales de services marchands ont bénéficié d'un courant d'affaires assez favorable. La croissance d'activité représente presque 6 %. Les exportations sont en hausse de 10 %, lesquelles représentent un peu moins de 15 % du chiffre d'affaires total dans l'échantillon.

## Bilan 2012/2011 – Le chiffre d'affaires

### Évolution du chiffre d'affaires total

(Variation pondérée\* en %)



L'évolution de l'activité 2012 dans le transport routier est plus favorable que les anticipations formulées lors de notre enquête précédente. Ainsi, le chiffre d'affaires progresse de 1,9 % pour une projection à 0,7 %, un an plus tôt.

Le secteur de l'information et de la communication a bénéficié d'une forte progression de près de 15 %.

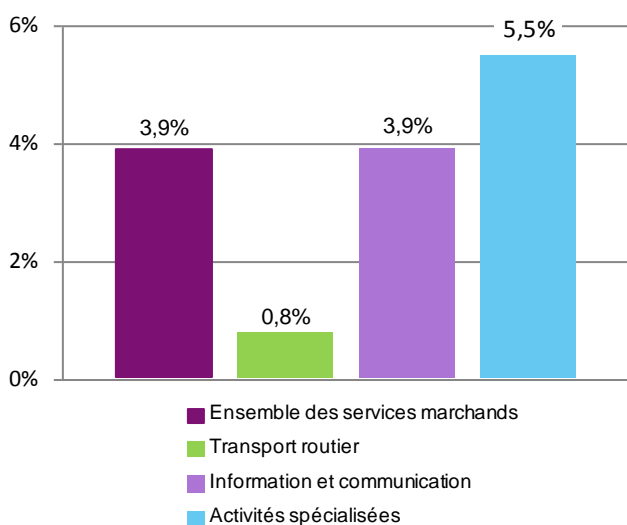
Enfin, le secteur des activités spécialisées enregistre également un meilleur niveau d'activité avec une hausse de 4,6 %.

\* Variation pondérée par les effectifs Pôle emploi 2010

## Bilan 2012/2011 – Les effectifs moyens

### Évolution des effectifs

(Variation pondérée\* en %)



La croissance de l'activité a généré une hausse de 3,9 %, soit un peu moins de 700 postes, des effectifs des entreprises de l'échantillon.

Dans le transport routier, les effectifs augmentent très légèrement (0,8 %). Cela représente moins de 100 personnes dans les entreprises enquêtées.

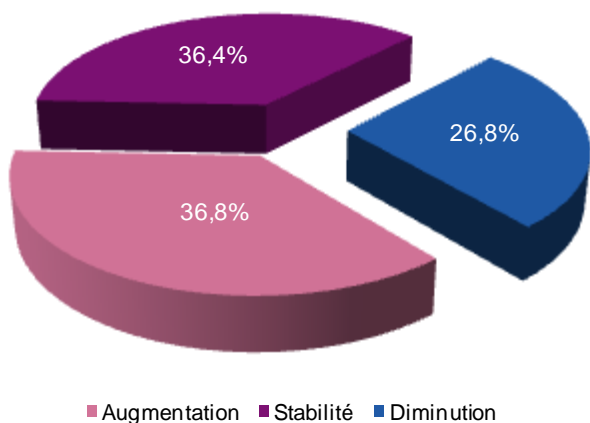
Dans les autres secteurs, l'évolution des effectifs est plus dynamique : dans l'information et la communication, ils progressent de 4 %, tandis que dans les activités spécialisées, la hausse est de 5,5 %.

\* Variation pondérée par les effectifs Pôle emploi 2010

**Bilan 2012/2011 – La rentabilité**

**Rentabilité dans les services marchands**

*(Soldes d'opinions bruts en %)*



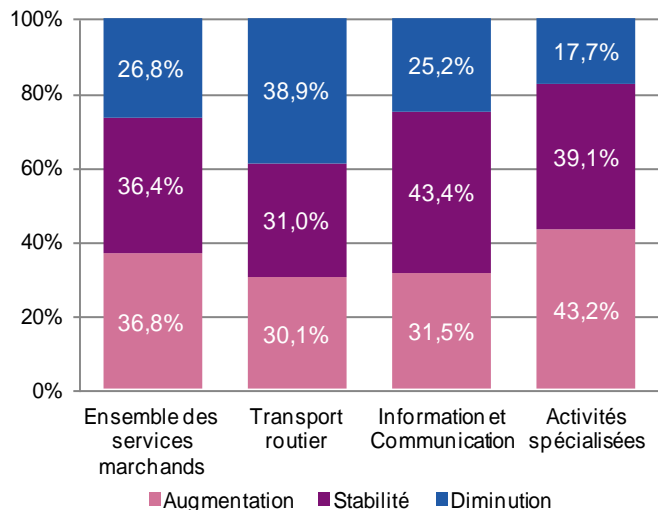
Globalement, l'appréciation de la rentabilité 2012 par les chefs d'entreprise interrogés apparaît favorable.

Le solde d'opinions est positif de presque 10 points.

Néanmoins, 36 % de ces sociétés considèrent que leur rentabilité n'a guère évolué en 2012.

**Évolution de la rentabilité par secteur**

*(Soldes bruts en %)*



L'analyse sectorielle indique que la rentabilité dans le transport routier se dégrade en 2012 avec un solde d'opinions négatif de 9 points, c'est à l'opposé des projections formulées un an plus tôt : 12 points positifs mais 45 % des entreprises tablaient sur la stabilité.

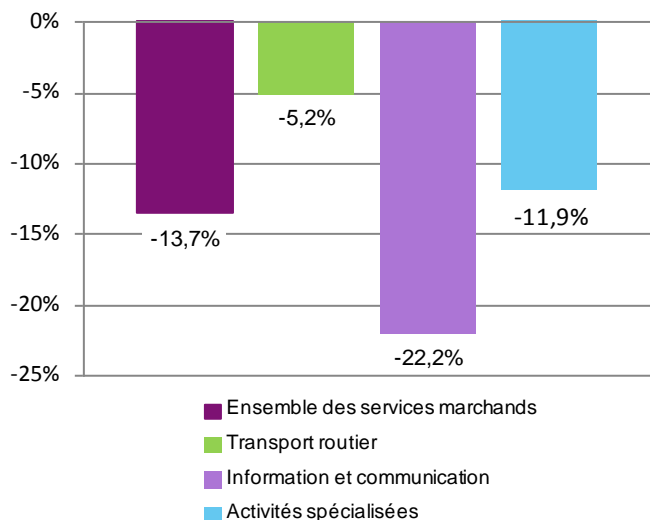
Dans l'information et la communication, l'évolution de la rentabilité apparaît assez partagée.

Dans les activités spécialisées, les chefs d'entreprise font état d'une amélioration de la rentabilité 2012.

## Bilan 2012/2011 – Les investissements

### Évolution des investissements

(Variation pondérée\* en %)



Dans les services aux entreprises, les investissements ont nettement baissé en 2012 avec un recul de 13,7 %, dans un volume d'un peu moins de 260 millions d'euros pour notre échantillon.

Dans le transport routier de marchandises, la baisse ne semble pas aussi forte qu'envisagé, le recul s'établissant à 5,2 % contre plus de 30 % annoncé.

Le secteur de l'information et la communication voit ses investissements reculer de plus de 22 % dans un volume de près de 53 M€.

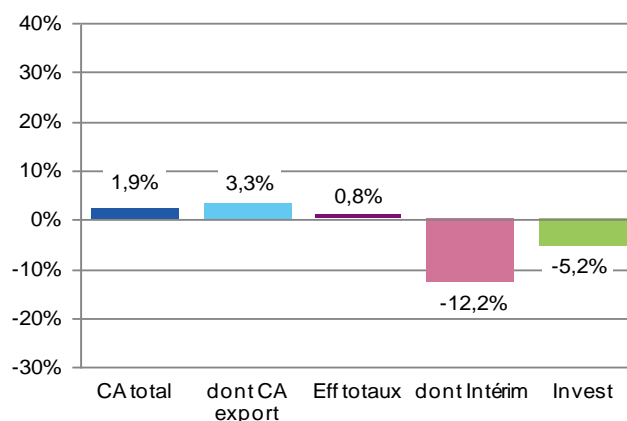
Dans les activités spécialisées, la baisse est proche de 12 %.

\* Variation pondérée par les effectifs Pôle emploi 2010

**Tableaux synthétiques sectoriels 2012/2011**

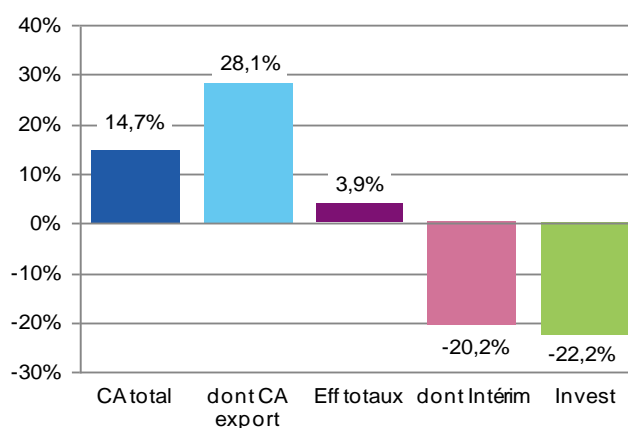
**Transport routier**

(Variation pondérée\* en %)



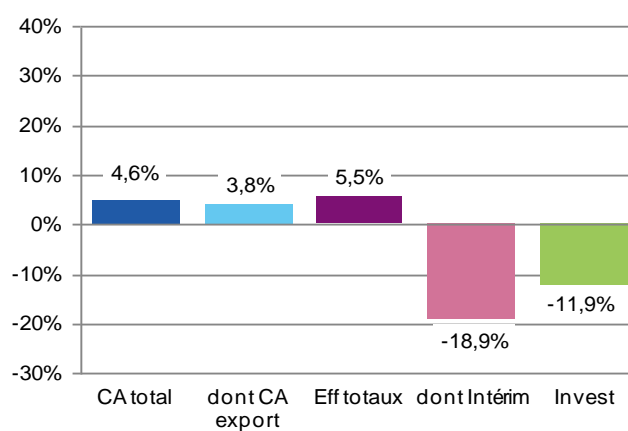
**Information et Communication**

(Variation pondérée\* en %)



**Activités spécialisées**

(Variation pondérée\* en %)



**Prévisions 2013**

	Nombre de réponses	Prévision de variation pondérée* 2013/2012
Effectifs.....	521	+ 2,2 %
dont intérimaires .....	445	- 25,2 %
Chiffre d'affaires .....	512	+ 4,3 %
Investissements totaux .....	474	- 14,0 %

\* Variation pondérée par les effectifs Pôle Emploi 2010

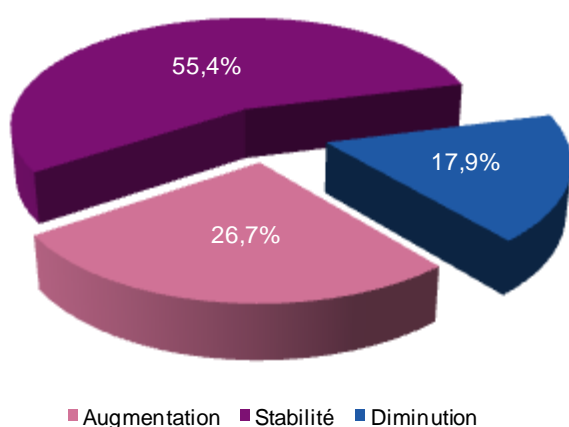
Les perspectives d'activité des services aux entreprises restent orientées à la hausse. Alors que le transport routier anticipe une stabilité (+ 0,3 %), les activités spécialisées tablent sur une légère progression du chiffre d'affaires (+ 2,3 %) et l'information et communication annonce près de 14 % de croissance.

Ces évolutions pourraient à nouveau bénéficier à l'emploi puisqu'une hausse de 2,2 % est annoncée par les entreprises de notre échantillon, avec cependant des contrastes sectoriels : le transport routier (- 1,2 %), l'information et la communication (+ 6,8 %) et les activités spécialisées (+ 2,6 %).

Les investissements seraient en recul de 14 % dans un volume d'un peu moins de 210 millions d'euros.

**Rentabilité**

(Soldes d'opinions bruts en %)



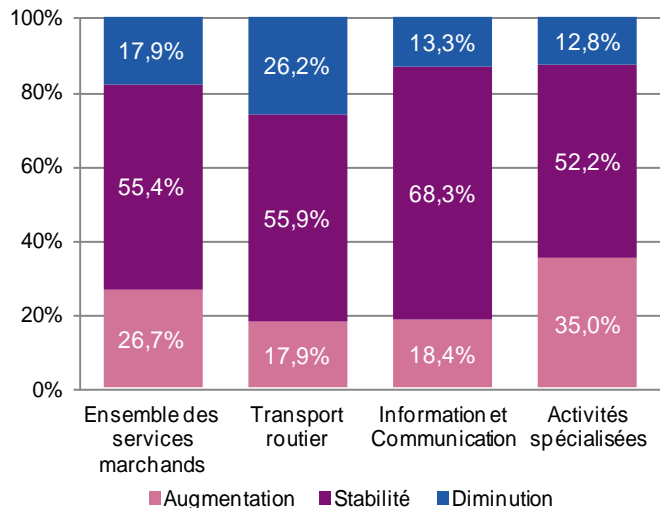
La rentabilité d'exploitation resterait stable pour plus de 55 % des entreprises.

Mais le solde d'opinions est légèrement positif de 8 points et pourraient présager une possible amélioration.



**Évolution de la rentabilité par secteur**

(Soldes bruts en %)



Les sociétés de transport routier interrogées s'attendent plutôt à une dégradation de la rentabilité en 2013 même si 56 % des entreprises pensent préserver le niveau atteint en 2012.

Dans l'information et la communication, près de 70 % des sociétés espèrent pouvoir maintenir leurs résultats en 2013.

Et dans les activités spécialisées, 87 % des entreprises anticipent des performances stables ou en hausse pour 2013.

**Bilan 2012/2011**

	Nombre de réponses	2011	2012	Variation brute 2012/2011	Variation pondérée*
Effectifs totaux .....	<b>422</b>	<b>33 214</b>	<b>32 462</b>	- 2,3 %	- 1,9 %
dont intérimaires .....	<b>390</b>	<b>2 977</b>	<b>2 658</b>	- 10,7 %	- 10,5 %
Production .....(M€)	<b>421</b>	<b>5 116,3</b>	<b>5 069,0</b>	- 0,9 %	- 0,1 %
Investissements totaux .....(M€)	<b>407</b>	<b>72,0</b>	<b>66,9</b>	- 7,2 %	- 11,7 %

\* Variation pondérée par les effectifs Pôle Emploi 2010

422 entreprises du secteur du bâtiment – travaux publics ont participé à notre enquête. Début 2012, elle employaient 33 214 personnes, soit 38,7 % des effectifs recensés par pôle emploi au 31 décembre 2010.

Les faits saillants relevés pour 2012 sont les suivants :

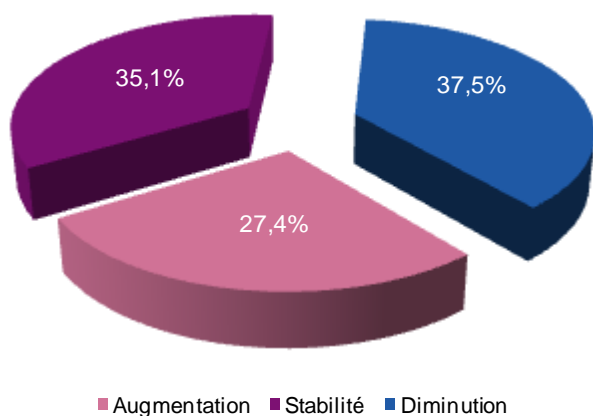
La production réalisée par les entreprises du bâtiment – travaux publics est stable à - 0,1 % alors que ces mêmes chefs d'entreprise envisageaient une progression de 1,7 % un an auparavant.

De même, contrairement aux anticipations formulées lors de notre enquête précédente, le secteur a réduit ses effectifs de 1,9 % alors que le maintien était envisagé avec une prévision de + 0,3 %.

Dans un volume de moins de 70 millions d'euros, les investissements fléchissent de 11,7 %, baisse plus significative que les prévisions de l'année dernière (- 1,2 %).

**Rentabilité**

(Soldes d'opinions bruts en %)

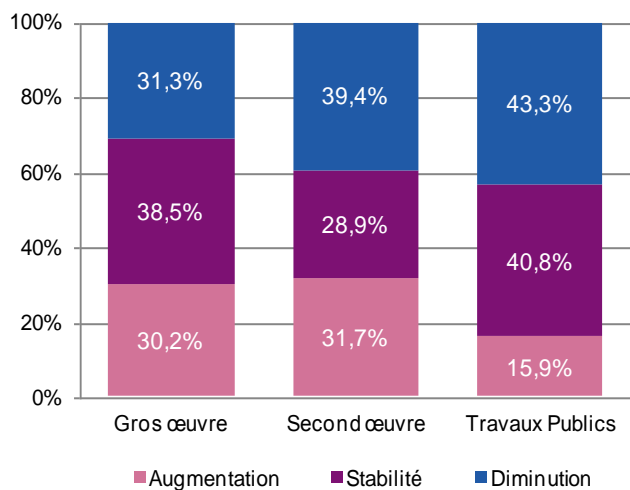


Dans un contexte d'activité relativement stable, il apparaît que la rentabilité du secteur se dégrade, évolution clairement perçue par 38 % des entreprises interrogées. La tendance est à la baisse dans les travaux publics.

Toutefois, un tiers des entreprises pensent avoir pu préserver leur rentabilité.

**Évolution de la rentabilité par secteur**

(Soldes bruts en %)



Dans le gros œuvre, les appréciations des entreprises sur l'évolution de la rentabilité 2012 sont très partagées. Du reste, un tiers des sociétés envisagent une stabilité des résultats.

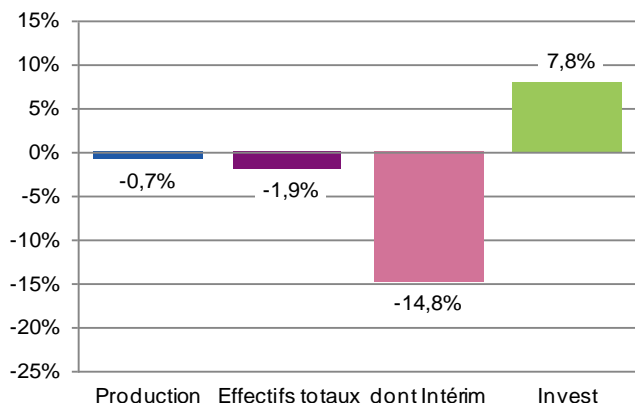
Dans le second œuvre, et malgré quelques contrastes, le solde d'opinions est négatif de 7 points.

Dans les travaux publics, la tendance à la dégradation est franche avec un solde d'opinions négatif de 27 points.

**Tableaux synthétiques sectoriels 2012/2011**

**Gros Œuvre**

(Variation pondérée\* en %)



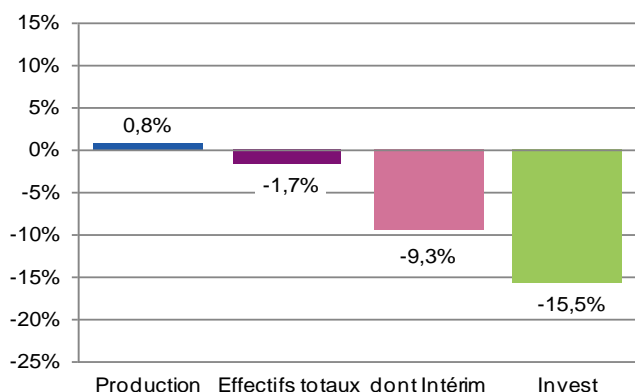
Dans le gros œuvre du bâtiment, la production 2012 des 109 entreprises ayant participé à notre enquête, représentant un peu plus de 2 milliards d'euros, fléchit de 0,7 %.

Cette branche a réduit ses effectifs de 1,9 % au cours de l'année.

Les investissements sont en hausse de 7,8 %, dans un volume cependant très restreint de près de 20 millions d'euros.

**Second Œuvre**

(Variation pondérée\* en %)



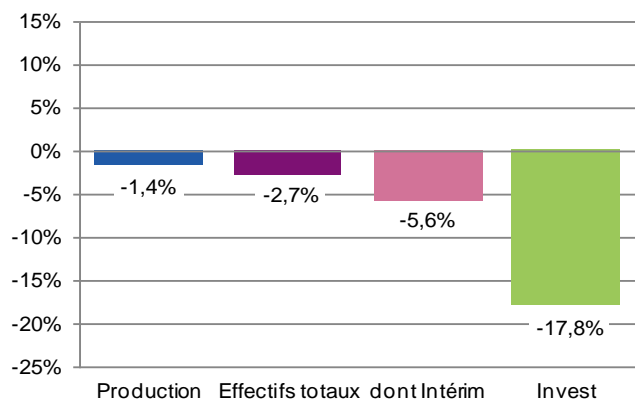
Le second œuvre a globalement bien résisté au cours de l'année 2012 puisque la hausse d'activité ressort à 0,8 %.

Pourtant, ce maintien d'activité n'aura pas suffi à préserver le niveau des effectifs qui s'inscrit en baisse de 1,7 %.

Les investissements sont en net recul assez net (- 15,5 %).

**Travaux publics**

(Variation pondérée\* en %)



Dans les travaux publics, la baisse de production atteint 1,4 % pour 2012 dans un volume d'un peu moins de 1,3 milliard d'euros pour 79 entreprises.

Ces entreprises ont réduit leurs effectifs de manière assez sensible (2,7 %).

Les investissements, un peu moins de 30 millions d'euros, se tassent également de manière très marquée (17,8 %).

\* Variation pondérée par les effectifs Pôle Emploi 2010

## Prévisions 2013

	Nombre de réponses	Prévision de variation pondérée* 2013/2012
Effectifs.....	416	- 1,1%
dont intérimaires .....	378	- 13,1 %
Production .....	414	- 2,1 %
Investissements totaux .....	384	- 5,1 %

\* Variation pondérée par les effectifs Pôle Emploi 2010

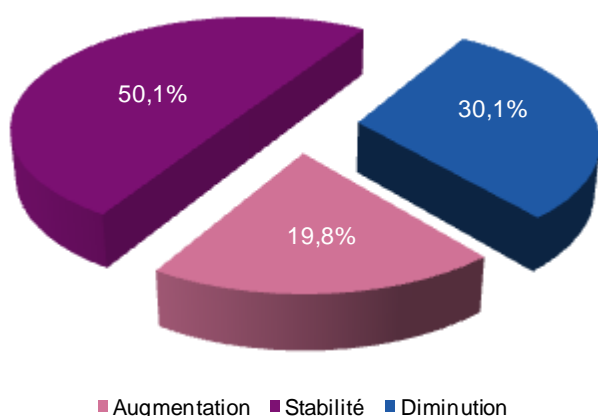
Après une stabilité observée en 2012, les prévisions d'activité du bâtiment – travaux publics sont orientées à la baisse : selon les chefs d'entreprise interrogés, la production ressort à - 2,1 %.

Dans ce contexte, les effectifs devraient continuer à se dégrader (- 1,1 %).

Les projets d'investissements s'inscrivent en repli d'environ 5 % dans un volume de près de 55 millions d'euros. La baisse serait plus marquée dans le gros œuvre (- 36 %).

### Rentabilité

(Soldes d'opinions bruts en %)



Ces perspectives d'activité plutôt défavorables dans le secteur du bâtiment – travaux publics laissent augurer une dégradation de la rentabilité en 2013.

Toutefois, une entreprise sur deux pronostique une stabilité de ses résultats cette année.

Cette étude ne prétend pas à l'exhaustivité. N'ont été interrogées que les unités susceptibles de procurer des informations sur 3 exercices consécutifs (2011-2012-2013). Les disparitions et créations d'entreprises ou d'activités nouvelles sont donc exclues du champ de l'enquête.

Les données individuelles reçues ont été agrégées selon la Nomenclature d'Activités Française 2008 (NAF 2) et les résultats de ces regroupements ont été pondérés de la part de leurs effectifs par rapport au total des effectifs Pôle Emploi 2010 pour apprécier les évolutions d'ensemble.

La présente étude repose sur les réponses fournies volontairement par les responsables d'entreprises et établissements du Nord - Pas-de-Calais dans le cadre de l'enquête menée par la Banque de France chaque début d'année.

## TERMINOLOGIE

### Industrie

Ind Alim : Industries Alimentaires  
Mat Transp : Matériels de transport  
Equip elect : Équipement électriques et électroniques  
Autres prod ind : Autres produits industriels  
1. *Textile-habillement chaussures*  
2. *Bois-papier imprimerie*  
3. *Industrie chimique*  
4. *Industrie pharmaceutique*  
5. *Caoutchouc, plastiques, autres produits minéraux non métalliques*  
6. *Métallurgie et fabrication produits métalliques*  
7. *Autres industries manufacturières, réparation, installation*

### Services marchands aux entreprises

Transport routier  
1. *Transport routier de fret*  
2. *Déménagement*  
Information et Communication  
1. *Programmation informatique*  
2. *Conseil en système et logiciels informatiques*  
3. *Traitement de données, hébergement*  
Activités spécialisées  
1. *Conseils pour les affaires*  
2. *Ingénierie, études techniques*  
3. *Analyses, essais et inspections techniques*  
4. *Agences de publicité*  
5. *Location de véhicules*  
6. *Agences de travail temporaire*  
7. *Nettoyage*

*Les établissements relevant de sièges extérieurs au Nord - Pas-de-Calais sont parfois sous-représentés, tandis que les chiffres des entreprises régionales peuvent comprendre ceux d'unités situées dans d'autres régions.*

*« Aucune représentation en reproduction, même partielle, autre que celles prévues à l'article L. 122-5 2° et 3° a du code de la propriété intellectuelle ne peut être faite de la présente publication sans l'autorisation expresse de la Banque de France ou, le cas échéant, sans le respect des modalités prévues à l'article L. 122-10 dudit code ».*

Retrouvez LA CONJONCTURE EN RÉGION, TENDANCES RÉGIONALES  
sur le site Internet de la Banque de France

[www.banque-france.fr](http://www.banque-france.fr)

**Rubrique "Économie et statistiques" puis "Conjoncture et croissance"**

Si vous souhaitez être averti de la mise en ligne mensuelle de notre publication par l'envoi d'un message électronique, nous vous remercions de nous envoyer un courriel à l'adresse suivante :

**0468-EMC-UT@banque-france.fr**

en précisant votre nom, la dénomination et l'adresse de votre entreprise.